

Questions orales

LE LOGEMENT

DEMANDE DE MAJORATION DU PRÊT DU PAAM ET DE RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Étant donné que le prix des logements a augmenté et dépasse maintenant les moyens de la plupart des familles, le ministre serait-il prêt à augmenter d'au moins 50 p. 100 l'allocation-logement versée directement par la SCHL dans le cadre du programme d'aide à l'acquisition d'une maison, pour qu'au moins les personnes à revenus bas ou modeste puissent trouver à se loger à un prix raisonnable?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je suis prêt à examiner toutes les propositions que me fera le député.

M. Gilbert: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre et ses fonctionnaires ont communiqué avec les établissements financiers au sujet de leur récente augmentation des taux hypothécaires. Le ministre a-t-il réussi à persuader les banques de revenir sur leur décision et d'assumer leur responsabilité sociale en aidant à résoudre la crise du logement?

M. Danson: Monsieur l'Orateur, nous communiquons régulièrement avec les établissements financiers pour nous tenir au courant de la situation dans ce domaine. Je ne suis pas absolument sûr que les taux hypothécaires resteront stationnaires, aussi je les surveille de près. Je ne cherche pas tellement à savoir si les banques sont conscientes de leur responsabilité à cet égard; ce qui m'intéresse pour l'instant, c'est que le marché bénéficie de prêts hypothécaires au plus bas taux d'intérêt possible, compte tenu du coût de l'argent, et en quantité suffisante, pour que les Canadiens aient le logement correspondant à leurs moyens.

DEMANDE DE NOUVELLES MESURES DE LA SCHL EN RAISON DE L'ÉTAT D'URGENCE ET DE CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Comme on a rapporté en fin de semaine que la SCHL allait proposer de nouvelles mesures avant la présentation du budget pour parer à l'état d'urgence qui existe dans le domaine du logement, le ministre nous dirait-il si ces rapports sont exacts et s'ils font partie du programme de recherche du consensus que le ministre des Finances cherche à obtenir?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, sans vouloir éviter de répondre à la question, que je considère honnête, j'aimerais mieux ne pas me prononcer sur les comptes rendus de journaux qui spéculent sur ce que je pourrais faire, ce qui pourrait inutilement causer plus d'incertitude et de confusion.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre assurerait-il à la Chambre qu'avant d'annoncer la moindre mesure en ce sens il consultera ses homologues provinciaux et songera à accorder plus de fonds aux provinces pour l'habitation subventionnée?

[M. Sharp.]

M. Danson: Monsieur l'Orateur, j'ai assuré à mes homologues provinciaux qu'il y aura des consultations...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Vous ne l'aviez pas fait avant ce matin.

M. Danson: J'ai communiqué avec eux il y a une quinzaine de jours pour le leur faire savoir, et c'est ainsi qu'il en sera.

* * *

LA SOCIÉTÉ DE CRÉDIT AGRICOLE

LA LENTEUR DE L'ÉTUDE DES DEMANDES PRÉSENTÉES PAR LES AGRICULTEURS—DEMANDE D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

M. Ken Hurlburt (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, vu l'absence des ministres que ma question intéresse directement, je m'adresse au premier ministre suppléant. Comme beaucoup d'agriculteurs ont des ennuis actuellement, vu le retard apporté dans l'étude de leurs demandes par la Société de crédit agricole, et comme les travaux de printemps pour un bon nombre d'entre eux sont au point mort et ne pourront reprendre qu'après l'étude de ces demandes, le premier ministre suppléant nous dirait-il si des directives ont été envoyées à tous les bureaux du Crédit agricole afin de remédier à cette pénible situation?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne saurais répondre immédiatement à la question, mais je sais que mon collègue, le ministre de l'Agriculture, examinera attentivement cette instance.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

LE DÉVERSEMENT POSSIBLE D'HYDROCARBURES SUR LA CÔTE OUEST—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Si ma voix me le permet, j'aimerais bien poser une question à l'honorable ministre de l'Environnement.

Vu sa réponse de vendredi à une question posée par mon collègue, le député de Vancouver-Sud, au sujet de l'itinéraire des pétroliers d'Alaska, et surtout la satisfaction qu'elle a exprimée au sujet de la destination alternative des pétroliers, le ministre pourrait-il expliquer comment la construction d'un pipe-line de la ville de Port Angeles, située à l'extrémité sud-est du détroit de Juan de Fuca, à Cherry Point, éviterait les conséquences désastreuses d'un déversement monumental d'hydrocarbures d'un bateau-citerne de 150,000 tonnes dans le détroit de Juan de Fuca avant son arrivée à Port Angeles?

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement): Monsieur le président, ces super-pétroliers peuvent naviguer dans les eaux du Pacifique, qui sont des eaux internationales. J'entretiens l'espoir que dans nos négociations avec les Américains, nous pourrions établir des itinéraires qui seront suffisamment éloignés des côtes, de manière à ce que les côtes de la magnifique Colombie-Britannique soient protégées. Toutefois, pour assortir aux nouveaux itinéraires des mesures de sécurité accrues, la solution qui consisterait à aménager un port pour la livraison du pétrole à Port Angeles, nous paraît extrêmement souhaitable.